



DON' ACTIONS
Des vedettes s'engagent
pour le Secours populaire



CORNE DE L'AFRIQUE
Nouvelle distribution
humanitaire à Djibouti



CONVERGENCE

MENSUEL DE LA SOLIDARITÉ ÉDITÉ PAR LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS • janvier 2012 N° 321. 1 euro



DOSSIER

**Les précaires
face aux prix
de l'énergie**

AIDER

DONNEZ!

DON 'ACTIONS

Les 80 000 bénévoles du Secours populaire
donnent leur temps généreusement.

Aidez-les à recueillir

les fonds nécessaires pour agir.



SECOURS
POPULAIRE
FRANÇAIS

4/5 CAMPAGNE

Les vedettes soutiennent le Don'actions

Cinquante artistes et sportifs parrainent le Don'actions. La collecte nationale permet au Secours populaire d'organiser toujours plus d'actions de solidarité.



6/7 AGIR/FRANCE

De jeunes bénévoles racontent leur engagement



12/13 AGIR/MONDE

Nouvelle distribution alimentaire à Djibouti

8 VU

Des enfants chantent pour leurs droits



9 ANNIE

L'ex-enseignante est à l'écoute

10 PRESSE RÉGIONALE

En 2012, les journalistes suivent les campagnes du Secours populaire

14/15 DOSSIER

ÉNERGIE ET PRÉCARITÉ: Trop de frais pour le chauffage

Plus de 3,5 millions de personnes souffrent du froid et peinent à payer leurs factures d'énergie. Les économies forcées ont des répercussions sur la santé.



17

Quand le courant est coupé

Surendetté, Michel s'est retrouvé avec une facture d'électricité de 1 200 euros. Il est venu rencontrer les bénévoles du SPF d'Arras, qui ont débloqué la situation.

18

Des bons pour dépanner

En Bretagne, l'essence coûte trop cher pour des familles installées à la campagne. Les associations aident à faire le plein dans les situations les plus urgentes.

19 TÉMOIN

Catherine Charlot-Valdieu

Économiste, elle plaide pour la prise en compte de la dimension sociale, au nom de l'égalité, dans les chantiers de rénovation et de réhabilitation urbaines.

20 EN DÉBAT

Les conditions de vie des étudiants

22 TRIBUNE

Des livres pour les non-voyants

avec l'association Lire dans le noir

23 ZOOM

« Un homme d'images » Jean Dieuzaide



Dans le prochain numéro

DOSSIER Alimentaire

Les demandes d'aide humanitaire explosent. L'Union européenne menace de supprimer le programme européen d'aide aux plus démunis en 2014. Qu'en pensent les bénévoles et les personnes accueillies par le SPF?



Oliver Pasquiers / Le bar Floréa/photographie

www.secourspopulaire.fr

Ce numéro comporte deux suppléments posés en 4^e de couverture: un bilan « Séisme en Haïti » sur la totalité du tirage, et « Convergence bénévoles » sur 70 000 exemplaires.

COURRIER

Question de méthode

Janine Reichstadt, Paris

Je trouve particulièrement intéressant que le magazine du Secours populaire intervienne sur l'illettrisme, car c'est un handicap qui pèse très lourd sur les personnes qui en sont victimes et cumulent de graves difficultés relatives au travail, à la culture, à la vie sociale. Or, cette situation de grande précarité, ainsi que celle des élèves en échec, puise profondément son origine dans la méthode mixte à forte inclusion de globale et de devinettes, très utilisée à l'école, au détriment de la syllabique dite « pure ». Et pourtant, pour accéder à la compréhension de ce qu'ils lisent, avoir le goût de la lecture et l'entretenir, les élèves ont absolument besoin de pouvoir déchiffrer de façon aisée, fluide et précise. Échapper à l'illettrisme passe par cette dimension incontournable de l'apprentissage de la lecture.

Erreurs et illettrisme

Mme Mazurie, Montreuil (Seine-Saint-Denis)

Je rejoins M. Muckensturm dans son courrier (n° 320) déplorant le tissu d'erreurs dans un précédent courrier de lecteur à propos de la méthode dite « globale ». Formée par Célestin Freinet, lui-même, dans les années 1960, je l'enseignais, et avec mes collègues - certes peu nombreux - nous avions de très bons résultats. Une récente page dans *Convergence* (rubrique En débat du n° 317) contient aussi des erreurs à propos de l'illettrisme. La distinction entre analphabétisme et illettrisme ne date pas de 2004 *, mais de deux rapports anciens: l'un du Mouvement ATD-Quart Monde (1975), l'autre traitant « Des illettrés en France », à l'initiative du gouvernement d'union de la gauche qui donna naissance au Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme (1983). S'il est exact que la lecture n'est pas encore maîtrisée par tous (toujours 3 millions d'illettrés depuis 1975), les raisons sont à rechercher dans les moyens et les politiques mis en œuvre depuis deux décennies.

* Année de l'enquête nationale réalisée par l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), citée par la directrice de cette agence.



« Il faut tout partager dans la vie, la tendresse, mais aussi l'argent. »
Isabelle Aubret

Christian Rauth, Isabelle Aubret, Nicole Croisille et Ariane Ascaride figuraient parmi les personnalités venues soutenir les Pères Noël verts du SPF. Elles poursuivent leur engagement en 2012.

CAMPAGNE

Les vedettes affirment leur solidarité

La complicité se renforce pour les actions de 2012

Le Secours populaire peut compter sur ses parrains. De nombreuses personnalités du spectacle et du sport soutiennent ses actions de solidarité. La chanteuse Lââm a été la marraine de l'édition 2011 de la campagne des Pères Noël verts. Chaque année,

durant les semaines qui précèdent le 24 décembre, les bénévoles organisent des collectes. Afin que même ceux qui ont de faibles revenus puissent participer à un réveillon et découvrir un cadeau au pied du sapin. Au printemps, c'était Ariane Ascaride qui était

volontaire pour défendre le droit aux vacances. « J'ai tout de suite accepté lorsque l'association m'a demandé de devenir marraine de ses vacances 2011, organisées pour les enfants qui ne peuvent pas partir durant l'été. Apporter mon aide à ces actions est

un des engagements qui m'aident à vivre », confie la comédienne, récemment sur les écrans dans *Les Neiges du Kilimandjaro*. Un film qui montre des militants confrontés à la crise sociale. Une autre comédienne accompagne régulièrement des enfants lors de la Journée des oubliés des vacances (JOV) au mois d'août. Il s'agit de la très généreuse Virginie Lemoine : « Tant que le Secours populaire aura besoin de moi pour soutenir une cause, je serai là ! »

Avec le Don'actions, aidez le Secours populaire



Pendant toute l'année, le SPF organise des aides alimentaires, de l'accompagnement scolaire, des ateliers d'écriture... En plus des dons matériels, une association a aussi besoin

de dons financiers pour mener ses actions. La grande collecte nationale du Don'actions permet au Secours populaire d'avoir les moyens de fonctionner. Vous pouvez vous procurer les billets pour 2 euros l'unité. Il suffit de se rendre au Secours populaire le plus proche de chez vous. Sur le site

Internet www.donactions.fr, vous pouvez découvrir les milliers de lots mis en jeu, dont une voiture Citroën C3. Le tirage au sort aura lieu le 30 mars prochain. Pour aider le Secours populaire, cette année encore, une cinquantaine de marraines et de parrains soutiennent l'opération : Chantal

Ladesou, Ariane Ascaride, Robin Renucci, Isabelle Aubret, Mylène Demongeot, Virginie Lemoine, et bien d'autres vedettes. « Avec le Secours populaire, on sait où va chaque centime donné », relève le comédien Christian Rauth, qui participe régulièrement à la diffusion de carnets de tickets-dons.



David Paul Carr

Pourquoi ces personnalités engagent-elles leur notoriété en soutenant une association humanitaire ? Elles ont le sentiment qu'il faut agir contre l'injustice, particulièrement en ces temps d'aggravation de la crise économique. «L'augmentation de la précarité m'inquiète», avoue Mylène Demongeot, qui a joué aussi bien dans le film *Camping* que dans les pièces de Samuel Beckett.

Pierre Perret, révolté

Convaincu de l'augmentation des inégalités, le chanteur Pierre Perret, qui accompagne le SPF depuis plus de quinze ans, se dit en plus «révolté» par l'arrêt, si rien n'est fait d'ici à 2014, du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD), qui permet à 18 millions de personnes à travers le continent de se nourrir.

À cette société inégalitaire, les célébrités proches de l'association opposent un idéal de solidarité. «Il faut tout partager dans la vie : la tendresse, mais aussi l'argent», estime la chanteuse

Isabelle Aubret, qui trouve toujours le temps d'aider le Secours populaire. Elle est, cette année encore, l'une des marraines du Don'actions, la grande collecte nationale qui permet à l'association de réunir les fonds nécessaires à son fonctionnement (voir encadré). Elle est rejointe par Robin Renucci qui aspire, lui aussi, à une société plus égalitaire. Le comédien et directeur de la troupe de théâtre des Tréteaux de France, qui parcourt le pays pour permettre à tous d'accéder aux plus grandes œuvres du répertoire, se dévoile : «J'aime être au milieu des bénévoles du SPF. Car ils sont toujours

Une cinquantaine de parrains célèbres soutiennent la grande collecte annuelle du Don'actions. Ils s'engagent pour que le Secours populaire continue à agir contre les inégalités.

animés, à mes yeux, par l'esprit du Conseil national de la Résistance.» Pour mémoire, l'objectif de ce dernier, en 1944, était de réduire les inégalités grâce, notamment, à la création de la Sécurité sociale. Au cours de ses tournées, Robin Renucci multiplie les visites dans les permanences du Secours populaire depuis son élection au Bureau de l'association, au milieu des années 2000. Il s'est d'ailleurs arrêté le mois dernier à Villeurbanne pour échanger avec les bénévoles. En 2012, les athlètes devraient être nombreux aux côtés de l'association qui organisera des épreuves sportives dans toute la France, appelées les «Olympiades de la solidarité». La double championne du monde de karaté, Laurence Fischer, qui soutient depuis deux ans les JOV et les Pères Noël verts, se dit prête à y participer : «Je saisis toutes les occasions de montrer que le sport devrait être plus souvent utilisé comme moyen d'éducation.» Si c'est une championne qui le dit... ■ Olivier Vilain

ÉDITORIAL



Julien LAUPRÊTRE, président du Secours populaire



Bonne année 2012

Tous les amis du Secours populaire hésitent à souhaiter, selon la formule consacrée, une «bonne et heureuse année». Il est vrai que l'environnement est maussade et triste. Le flot des familles venant à la rencontre de l'association dans les permanences d'accueil et de solidarité et les relais santé à travers la France ne cesse de grandir. La jeune génération est frappée de plein fouet : plus de 150 000 jeunes, filles et garçons, se sont présentés dans les antennes et les comités de l'association et ont été aidés. Mais combien n'osent pas venir demander quelque chose ? Face à l'augmentation de la précarité, les bénévoles du Secours populaire ne baissent pas les bras ; ils résistent et relèvent des défis pour faire de 2012 une très grande année de solidarité. Pendant cette année de jeux Olympiques, qui se dérouleront cet été à Londres, ils rivaliseront d'imagination et utiliseront leur esprit de compétition pour organiser dans tous les départements des «Olympiades de la solidarité» et accroître les gestes d'entraide en direction des jeunes, des familles, des personnes âgées. Avec l'enfance au cœur, le mouvement Copain du monde va s'élargir à de nombreux autres pays. L'année 2012 sera bien meilleure et bien plus chaleureuse si, grâce à vous tous, la solidarité marque des points et bat des records.

CAMPAGNE

De Lille à Marseille, des jeunes motivés par l'humanitaire

BÉNÉVOLAT. Nassim, Simon ou Coralie ont participé au congrès du Secours populaire, à Vandœuvre-lès-Nancy. De retour à Lille et à Marseille, ils veulent plus que jamais continuer à agir. De nouvelles idées ont germé.

À Marseille, Nassim et Latifa préparent l'aide alimentaire.



AGIR / FRANCE

David Paul Carr

À bloc ! Étudiants ou salariés précaires, ils ont presque tous moins de 25 ans et sont bénévoles au Secours populaire. Nassim, Latifa et Coralie sont venus de Marseille pour participer aux Assises nationales de la jeunesse solidaire, organisées lors du Congrès du Secours populaire, à Vandœuvre-lès-Nancy, fin novembre. Ils sont retournés chez eux gonflés à bloc. De même, Simon, Monica et Hélène sont repartis à Lille plus motivés que jamais, après trois jours de débats en Lorraine.

Grâce aux échanges, ces bénévoles ont enrichi le regard qu'ils portent sur leurs actions au sein du SPF. Hélène participe, deux fois par semaine, aux maraudes que mène l'association dans les rues de Lille, avec ses amis Simon et Monica. « Ce qui m'est apparu avec le plus de force, c'est la continuité entre les actions que nous faisons dans notre coin et celles menées par d'autres bénévoles, ailleurs. On fait vraiment partie d'une grande association », observe cette femme de 25 ans, qui vient d'être embauchée pour la première fois, pour une durée de six mois, par une association de son quartier. Elle repart de Nancy en mesurant mieux l'ampleur de la pauvreté en France. « Toutes les initiatives que j'ai découvertes en discutant avec des bénévoles d'autres régions m'ont fait prendre conscience de l'importance de ce phénomène », souligne-t-elle. Les trois jours passés à Nancy ont

aussi rapprochés les bénévoles. « Nous nous connaissons mieux maintenant avec Hélène et Monica, dit Simon, qui vient d'entamer des études de sociologie. Cette bonne ambiance nous pousse à nous impliquer encore plus dans l'association. » Issu d'une famille militante, Simon est bénévole depuis un an. « Lors des maraudes, quand je donne de la nourriture à une personne sans logis, il y a un échange, un sourire. Le lien est direct, je me sens utile, décrit-il. C'est pour cette raison que je m'investis dans l'humanitaire, plutôt que dans un parti politique ou un syndicat. » Après le congrès, Simon, Monica et Hélène ont participé à l'organisation de concerts donnés le 15 décembre dernier à l'université de Lille I au bénéfice du SPF.

Du tour de l'Europe, aux missions en Afrique

Les liens se sont aussi renforcés entre les bénévoles marseillais. « C'était vraiment sympa. Notre groupe en est ressorti plus soudé », explique Latifa, dans un sourire. À 29 ans, elle a passé une dizaine d'années à faire le tour de l'Europe en organisant des fêtes musicales. « Je perçois désormais le RSA, tout en travaillant à temps partiel dans une boulangerie », explique-t-elle. Pendant le congrès, Latifa a tenu avec ses amis un stand retraçant un voyage effectué cet été, au Kosovo, avec le Secours populaire. Chaque

Il est temps de donner son avis

Plus de 700 délégués ont participé, durant le congrès du SPF, fin novembre, à différentes tables rondes, appelées les « ruches ». L'une d'entre elles portait sur la manière de convaincre plus de jeunes de devenir bénévoles. En

2011, le Secours populaire a reçu dans ses permanences près de 107 000 jeunes, dont plus de 20 000 étudiants. Une initiative a particulièrement attiré l'attention des participants aux débats. Au printemps dernier, le Secours populaire de

Lille a invité dans ses locaux une centaine de salariés de moins de 25 ans et d'étudiants, pour qu'ils puissent faire connaissance avec l'association et parler de leur précarité. « Nous voulions que chacun puisse s'exprimer, même ceux qui

ont du mal à prendre la parole en public », se souvient Hélène, une bénévole lilloise de 25 ans. Les participants pouvaient envoyer des SMS qui étaient projetés sur un grand écran, avant d'être repris dans les débats. Plusieurs témoignages ont souligné le manque d'emplois correctement payés,

la difficulté de suivre des études tout en travaillant, ou le manque de logements au loyer abordable. Grâce à ce forum, les jeunes ont pu exprimer leur besoin d'avoir un lieu de parole pour reprendre confiance en eux. L'expérience sera renouvelée à Lille en février prochain.

semaine, elle prépare les palettes de nourriture qui seront ensuite acheminées vers les libres-services du SPF dans les Bouches-du-Rhône. Elancé et charmeur, Nassim lui donne un coup de main : « Les palettes, les cartons, le hangar... C'est une tâche obscure, mais indispensable. »

Tout cela donne envie aux amis marseillais de se voir souvent. Ils ont dû abandonner la mission qu'ils voulaient mener au Cameroun, pendant l'été 2012 : le partenaire local leur a fait savoir qu'il recevait déjà suffisamment d'aides. Plutôt que de baisser les bras, Nassim, Latifa, Coralie et leurs amis cherchent à renforcer un projet déjà mis en route par le SPF au Bénin ou au Burkina Faso. L'équipe pourrait réhabiliter un centre d'accueil pour les enfants des rues ou participer à la création d'un verger ou d'un jardin maraîcher. « On se réunit régulièrement pour organiser des tombolas et des ventes de gâteaux afin de réunir assez de fonds. C'est un projet de longue haleine », précise Nassim.

« Je dois m'assumer seule, sans RSA. »

Les jeunes bénévoles sont repartis de Nancy avec de nouvelles idées d'initiatives. « La rencontre d'autres membres du SPF et les débats m'ont donné envie d'amener plus de jeunes vers l'association », confie Coralie. L'une des pistes évoquées avec Nassim et Latifa est l'organisation de concerts. À force de discuter, les trois bénévoles ont découvert qu'ils avaient tous envie d'aider les Roms de Marseille à avoir accès aux soins. « Le SPF fait partie d'un collectif d'associations qui agit en ce sens. J'ai déjà pris des contacts pour que nous puissions y participer », avance Coralie. Cette étudiante de 26 ans n'est jamais prise de cours. Elle a quitté à 18 ans le domicile familial, situé en Île-de-France, pour aller vivre à Marseille. « Je dois m'assumer seule, sans RSA et sans bourse pour continuer mes études de psychologie et de psychanalyse. De nos jours, quand on n'est pas une héritière, il faut être particulièrement motivée. » Elle a trouvé au Secours populaire des soutiens. « J'aime sentir chez les autres bénévoles de mon âge l'envie de mener des actions en commun », ajoute-t-elle. **■ Olivier Vitain**

Les Bretons battent le record des bonnets rouges

COURSE. Avec 1201 participants portant un bonnet de Père Noël, l'opération « Les coureurs ont du cœur » a battu un record mondial enregistré officiellement par le livre Guinness à Brest. Depuis 4 ans, l'association Brest court accueille des coureurs et des marcheurs qui font un geste (un jouet ou un don financier) pour le Secours populaire avant Noël. « En 2010, j'avais entendu à la radio qu'un village d'Alsace venait de remporter le trophée avec un peu plus de 600 personnes, raconte Martine Eliès, responsable du SPF du Finistère. Je m'étais dit qu'il était possible de faire mieux. » Entretiens, une petite ville américaine - Brockton,

dans le Massachussets - avait rassemblé 872 coiffés homologués. Le 20 novembre, les sportifs bretons ont surpassé les Américains, tout en collectant 2 400 euros et 750 jouets pour le Secours populaire. L'important est de donner un sens aux records, même les plus loufoques. **■**



Du vert dans les rues de Toulon

DÉFILÉ. « Tous ensemble ! » Les petits Toulonnais de Copain du monde ont annoncé la couleur pour le lancement de la campagne de Noël du Secours populaire. Le 10 décembre, ils ont défilé dans les rues du quartier du Pont-du-Las pour demander plus de solidarité. Dans le Var, le SPF accueille 4 000 personnes dont 1 000 à Toulon. Les braderies et les colis de réveillon ont permis d'adoucir la fin d'année. Les enfants auront sans doute contribué à sensibiliser les plus grands. **■**

Coup d'envoi dans la Manche

FOOTBALL. Le 11 novembre et le 3 décembre, le Football Club de Saint-Lô avait un invité prestigieux sur sa pelouse : le Père Noël vert en personne, et c'est lui qui a donné le coup d'envoi des deux matchs. Amusés par sa personnalité joviale, les spectateurs lui ont offert près de 200 jouets pour les personnes accueillies par le Secours populaire local. Heureusement, il était venu avec son équipe de supporters : une quinzaine de bénévoles qui l'ont aidé à porter sa hotte bien remplie. **■**



Dans l'ombre de Charonne

LIVRE. Le 8 février 1962, il y a tout juste 50 ans, la police chargeait une manifestation pour la paix en Algérie à la station de métro Charonne, à Paris. Elle fera 9 morts. Une lycéenne de 17 ans, Maryse Tripier, a survécu à la bousculade, mais est restée marquée à vie par le drame. Aujourd'hui sociologue, elle témoigne dans un récit graphique qui sort le 18 janvier. Au détour des souvenirs, apparaît le Secours populaire, présent à la manifestation, et qui avait assuré, à l'époque, la défense de victimes de la répression. L'ouvrage est préfacé par l'historien Benjamin Stora.

Dans l'ombre de Charonne, de Désirée et Alain Frappier, Éd. du Mauconduit.

Beau programme en Gironde

FÊTES. Les Pères Noël verts bordelais ont redoublé d'activité. Tout a commencé début décembre, avec le résultat de la collecte des salariés d'Ikéa pour remplir la hotte de la solidarité. Le 9 décembre, 600 personnes étaient invitées à un spectacle au parc des expositions. Le 15 décembre, c'était foie gras et saumon pour 150 seniors invités au « banquet des cheveux blancs ». Le 16 et le 17, deux concerts étaient programmés au Comptoir du jazz, au profit du SPF. La veille du réveillon, les bénévoles faisaient la tournée des squats avec Médecins du monde et le Réseau éducation sans frontières pour offrir des cadeaux aux enfants. Toujours en forme, ils se lancent maintenant dans la campagne du Don'actions. **■**

Les paniers du Père Noël

JOUETS. Le Père Noël vert a trouvé du soutien parmi les spectateurs des matchs de basket de la Ligue nationale (la LNB). Les 23 et 27 décembre, les clubs pro A et pro B étaient invités à collecter des jouets neufs ou en très bon état pour garnir les hottes des bénévoles du SPF. Trois stars montantes de la spécialité avaient coiffé le bonnet vert spécialement pour l'affiche annonçant l'opération : Evan Fournier, de Poitiers, Joffrey Lauvergne, de Chalons-sur-Saône et Rudy Gobert, de Cholet. **■**

La Savoie en bus

COLLECTE. Les Savoyards sont généreux. Le Service des transports urbains de l'agglomération chambérienne a confondu un de ses bus avec le traîneau du Père Noël vert du 12 novembre au 10 décembre : les usagers des lignes ont pu y déposer des livres pour enfants, des bandes dessinées et des produits de Noël. Du quai des Allobroges à Cognin, en passant par les Éléphants, les bénévoles du SPF ont fait le plein de cadeaux pour offrir de bonnes fêtes aux enfants et à leurs parents. **■ Laurent Urfer**



VU

Chantons pour nos droits

Bienvenue dans la capitale du pays Bigouden, en Bretagne. La salle du Triskell, à Pont-L'abbé accueillait, le 22 novembre, 300 élèves de 7 écoles primaires venus défendre en chansons (Dominique Dimey, Renaud, Georges Moustaki...) les droits des enfants. Dès le matin, les professeurs organisaient les répétitions dans les conditions réelle du spectacle prévu le soir même devant un large public, composé des parents. Le trac était vite maîtrisé. Vers 16 heures, il était temps de se détendre.

Pour Haïti

Dès 20 h 30, la réussite était complète. Les adultes avaient les yeux pleins d'admiration. La chorale était parfaite. Le finale réunissait les 300 protagonistes pour un dernier chant émouvant. La solidarité aussi était réussie. L'opération « Chantons pour nos droits » permet de recueillir des fonds pour l'aménagement de l'école des Orangers à Jacmel, en Haïti. Deux autres dates de concert étaient prévues, avec des écoles différentes, pour le mois de novembre à Ploudalmézeau et Plouzané.

Le disque des Copains du monde

Pour Claudie Roué, la responsable de Copain du monde dans le Finistère, les enfants ont le droit d'agir eux-mêmes pour les autres. C'est le sens de ses interventions dans les écoles où elle présente un diaporama sur Haïti. Etant donné le succès de l'opération, la prise de conscience a été rapide. Pour ceux qui ont raté les spectacles, plus de 2 000 CD enregistrés avec du matériel professionnel dans les écoles sont disponibles auprès du Secours populaire pour 10 euros pièce (contact@spf29, frais de port en sus). ■ *Laurent Urfer*
Reportage photo Jérôme Deya



ANNIE portrait de bénévole

Ancienne enseignante spécialisée, Annie Damaye met depuis onze ans ses compétences pédagogiques au service des personnes qui viennent chercher de l'aide au SPF. Dans l'Hérault, sa personnalité chaleureuse fait merveille.

À l'écoute et toujours disponible

Pour trouver Annie Damaye, il faut se rendre dans la petite ville de Clermont-l'Hérault, à 50 kilomètres de Montpellier. Là, dans la salle de réunion du Secours populaire, une dizaine de femmes l'entourent. De grands éclats de rires fusent. Des projets se forment. «Lorsqu'elles ont franchi la porte du Secours populaire, c'est moi qui les ai accueillies», explique Annie. Souriante et le regard doux, elle se met à leur écoute. «J'arrive à bien comprendre les personnes qui viennent demander de l'aide au Secours populaire. Cela me permet de mieux les accompagner, de mieux les orienter», indique-t-elle. Annie installe une relation de confiance, qui permet d'envisager les pistes à suivre pour surmonter les difficultés, comme la perte d'un conjoint, un licenciement ou le placement d'un enfant... «Cela suppose d'y consacrer beaucoup de temps. Les personnes accueillies savent que je suis disponible, qu'elles peuvent revenir me voir. En plus, je leur donne mon numéro de téléphone mobile pour qu'elles puissent me joindre en cas de grande détresse.»

Cette faculté d'écoute, Annie l'a développée dès l'enfance. Elle habitait à Beaumont-sur-Oise, en région parisienne. Ses parents, qui étaient agents de service de l'Éducation nationale, disposaient d'un appartement de fonction dans l'unique centre de formation des professeurs qui se destinaient à enseigner auprès des enfants en échec scolaire. Outre la joie d'étudier, elle y découvre celle du spectacle vivant, grâce aux nombreuses sorties organisées par l'équipe pédagogique au Théâtre national populaire. «C'est dans cet environnement très engagé, très militant, qu'est née ma vocation, indique Annie. En m'orientant dans cette voie, j'ai aimé enseigner dans de petites classes. Je pouvais donc vraiment m'occuper de chaque enfant.» Et



Jérôme Deva

À Clermont-l'Hérault, Annie accueille toujours avec le sourire les personnes qui viennent chercher de l'aide.

être ainsi mieux à l'écoute, en somme. Avec son mari, Annie s'est installée dans l'Hérault au moment de son départ à la retraite, à 55 ans. «J'éprouvais un sentiment de gâchis à ne plus utiliser ce que j'avais appris durant mon travail et à travers les multiples formations dont j'avais bénéficiées. Je voulais continuer.» La jeune retraitée a donc pris contact avec le Secours populaire près de chez elle : «J'ai rencontré les bénévoles de Clermont-l'Hérault et cela a été le coup de cœur ! J'ai tout de suite adhéré aux idées défendues par le SPF.» C'était il y a un peu plus de dix ans. La greffe a si bien pris que les bénévoles de Clermont-l'Hérault viennent, à l'unanimité, de faire d'Annie leur secrétaire générale. ■

Olivier Vilain

Recherche-action

Annie ne met pas à profit son expérience d'ex-enseignante que dans l'accueil au SPF de Clermont-l'Hérault. Elle assure aussi trois cycles de formation auprès des bénévoles : deux sont destinés à faire découvrir le Secours populaire aux nouveaux venus ; un troisième est centré sur l'accueil et l'accompagnement des personnes en difficulté. Annie y met tout son cœur : «Six mois plus tard, je fais une piqûre de rappel aux bénévoles que j'ai formés.» Depuis trois ans, elle participe également au programme de recherche-action sur la qualité de la solidarité. «C'est important de s'interroger sur nos pratiques. Ce programme permet aussi de réfléchir à la manière de favoriser la participation à la vie de l'association des personnes que nous recevons.»

Je me sens concerné(e) par les actions de solidarité menées par le SECOURS POPULAIRE et

JE FAIS UN DON

15 euros 30 euros 50 euros

autre somme

Je souhaite que ce don serve à soutenir le Secours populaire

Je souhaite que ce don serve à soutenir une action en particulier,

à savoir

En tant que donateur, je recevrai Convergence, le magazine d'information du Secours populaire français, sauf avis contraire de ma part.

Nom

Prénom

Adresse

Ville

Code postal

Bon à retourner avec votre chèque au
Secours populaire français
9-11, rue Froissant
75140 Paris Cedex 03

Dans le cas où les fonds collectés seraient supérieurs aux besoins, l'association se réserve le droit de les affecter à des missions qu'elle jugera prioritaires ou à des missions similaires dans d'autres pays.

Vous recevrez un reçu qui vous permettra de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 75 % du montant de votre don dans la limite de 521 euros de votre revenu imposable. Au-delà vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de votre don dans la limite de 20 % de votre revenu imposable



CC0102

BÉNÉVOLE et fier de l'être
REJOIGNEZ
LE SECOURS POPULAIRE
01 44 78 21 00.

80 000 bénévoles mettent en œuvre la solidarité au quotidien. En France, dans le monde entier. Auprès de jeunes, de retraités, de familles, auprès de ceux que la détresse n'épargne pas. Avec chaleur, générosité, responsabilité. Alors, pourquoi pas vous ?

LES LIVRES du MOIS

«La pauvreté en milieu rural» et «L'accès aux droits» : voici deux des thèmes de la collection Les savoirs populaires.

Cinq premiers fascicules reprennent des séminaires organisés par le SPF. À commander par mail à susana.henriquez@secourspopulaire.fr, **2 euros** pièce.

L'activité du Secours populaire à travers les médias.

LORIENT
Noël s'est mis au vert
Ouest-France, 7 décembre 2011

Le Père Noël a une annexe à Lorient. Elle est située dans les nouveaux locaux du Secours populaire, 38 rue du Gaillec, dans la zone d'activités de Keryado. Dans un vaste hangar, les jouets sont entassés : ballons, voitures, peluches, livres. Symboliquement, au Secours populaire, on veut voir Noël en vert. Celui de l'espoir. Car tous les cadeaux sont destinés aux enfants des familles lorientaises qui ont besoin de l'association pour vivre. « Notre nombre de bénéficiaires ne cesse de croître », reconnaît Marlène Morvan, déléguée départementale. De nombreux donateurs ont permis d'agrémenter la hotte du Père Noël. « L'opération "Les footeux ont du cœur", en association avec Lorient Cap Commerce a bien fonctionné. Trois-cents jouets ont été collectés. Il y a aussi les grilles de lotto que nous distribuons dans les bars. L'association des motards a organisé un concert dont les recettes ont permis d'acheter des jouets. » En ce moment, on s'active pour trier et emballer. « Il faut que les enfants de notre liste aient un cadeau qui leur convienne. Fille ou garçon. L'âge est bien sûr pris en compte. » Pour que tout soit comme un vrai Noël, les parents seront discrètement avisés par courrier qu'ils peuvent venir chercher les cadeaux au Secours populaire, à l'abri du regard de leurs enfants. Les adultes reçoivent aussi un petit panier de produits festifs pour le réveillon.

CHANCELADE
Des jouets pour le Secours populaire
Sud-Ouest, 8 décembre 2011

C'est mardi, en début d'après-midi, que le Père Noël est passé à la ludothèque. Il a remis à Christine Bernard, du Secours populaire, près de 200 jouets. Le fruit de la collecte faite auprès des habitants de Chancelade (Dordogne). Ce chiffre est en nette progression par rapport à l'an dernier. Les jouets ont été donnés par plus d'une cinquantaine de familles. Le maire Michel Testut, son adjointe, Josette de Pischoff, et la responsable de la ludothèque, Nelly Lopes, étaient présents. Christine Bernard doit se charger, ce

matin, de redistribuer ces dons dans les locaux du Secours populaire, dans le cadre de sa traditionnelle opération dite « libre-service de jouets ».

**SAINT-DENIS-
DE-LA-RÉUNION**
Panier solidaire de fruits et légumes
Le Quotidien, 1^{er} décembre 2011

Le Secours populaire a lancé, mardi, sa première opération « Panier solidaire », en remettant à 13 personnes âgées et isolées du Brûlé autant de cageots chargés de 21 kilos de fruits et légumes divers. « Parce qu'il est inadmissible de voir encore des personnes âgées faire les poubelles des marchés et des magasins pour récupérer des légumes abîmés ou de la viande avariée », s'exclamait hier sa présidente, Christine Bénard. Avec une dizaine de producteurs locaux, aidée d'une demi-douzaine de bénévoles, l'association est parvenue à acheter en gros – et à des prix particulièrement bas – des citrouilles, des tomates, des salades, du thym, des choux rouges, et autres poireaux, ainsi que du boucané peï. « Nous revendons tout cela à prix coûtant à chaque bénéficiaire. Nous réutiliserons cet argent pour renouveler l'opération le mois prochain, avec peut-être, cette fois, une vingtaine de paniers », précise-t-elle.

SAINT-QUENTIN
Deux chariots pleins de jouets
Le Courrier picard, 5 décembre 2011

À l'approche des fêtes, les familles ont été invitées à apporter un jouet neuf pour le Secours populaire, partenaire de l'opération basket de l'association SQBB. Deux chariots de supermarché ont été remplis. Deux bénévoles de l'association étaient sur place : « Les gens sont beaucoup sollicités par des organisations comme la nôtre, en ce moment, mais on parle rarement du Secours populaire, regrettent-elles. Nous sommes touchées par le geste des familles du SQBB, même s'il n'y aura pas de jouets pour tout le monde. Nous gâterons les plus jeunes enfants de nos bénéficiaires. » L'association regrette également l'arrêt du soutien de certains de ses anciens partenaires, comme l'hypermarché Cora. Pour les jeunes basketteurs, la journée s'est poursuivie avec un tournoi regroupant les équipes des clubs des communes autour de Saint-Quentin. Le soir, enfants et parents ont été invités à assister au match de l'équipe professionnelle du SQBB face à Cognac, au palais des sports.

L'activité du Secours populaire par les bénévoles.



Le Père Noël vert visite le stand du Mouvement de la paix au marché de Noël de Saint-Martin-d'Hères (Isère).



Fin d'un stage d'informatique au SPF de Reims assuré par la fondation Orange.



Les bénévoles de Dijon collectent pour leur libre-service de fête.



Le SPF d'Antony en sortie au salon du modélisme de Villepreux, fin novembre.



Les Copains du monde de Castanet-Tolosan ont chanté pour les droits de l'enfant.

LOCRONAN
Cross de la solidarité
Le Télégramme, 7 décembre 2011

La pluie n'aura pas réussi à gâcher la fête de cette belle initiative portée par la circonscription de Quimper Nord, l'Usep (Union sportive de l'enseignement du premier degré) et les bénévoles du Secours populaire. Hier, 470 enfants, venus des écoles primaires publiques de Quimper, Douarnenez, Plonéis, Plogonnec et Gourlizon, se sont retrouvés pour cette course conviviale et solidaire. « Chaque année, il y a un peu plus de participants », se réjouissait Frédéric Pogent, conseiller pédagogique d'éducation physique et sportive (EPS) à l'inspection académique du Finistère. Pas d'objectif de distance ou de vitesse pour ce rassemblement : « Chacun choisit le temps qu'il est capable de courir entre 4 et 20 minutes », expliquait Frédéric Pogent. Une manifestation qui a la particularité de combiner une épreuve sportive à une action de solidarité. Les écoliers, après avoir, au préalable, travaillé sur les droits de l'enfant avec leurs enseignants, concrétisent cette réflexion à travers le don d'un livre neuf ou en bon état en faveur du Secours populaire.

PENLY
Cadeau de la centrale
L'Informateur, 2 décembre 2011

« Nous avons récolté plus de 520 jouets », s'est réjoui Régis Guérin, président de la Section locale de vie de la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime). Depuis le mois de novembre, le Bureau de la SL Vie a, en effet, organisé une collecte de jouets au profit des enfants des sections du Secours populaire de Dieppe et du Tréport. C'est la troisième année que cette action est menée. « Mais, c'est la première année que Le Tréport en bénéficie », ont indiqué les représentants du Secours populaire de la cité portuaire. Salariés et sous-traitants pouvaient ainsi amener des jouets neufs ou en bon état pour offrir un meilleur Noël aux familles aidées par le SPF. La section dieppoise assiste 1 500 familles, celle du Tréport, environ 1 200. « Des élèves de l'école de Tourville-la-Chapelle se sont aussi mobilisés et ont rassemblé une centaine de jouets », a ajouté Régis Guérin. Mais la mobilisation ne s'arrête pas là. La direction de la centrale et le CHCAS de Haute-Normandie apportent 1 euro d'abondement pour chaque jouet. La direction a ainsi salué l'action de la SL Vie et du SPF « en faveur d'enfants qui ne sont pas toujours bien lotis ». ■

Page réalisée par Laurent Urfer

NOUVEAU!

La nouvelle monnaie française 2012 en argent véritable 10 Euros pour seulement 10 Euros !

Argent véritable !



Diamètre : 29 mm

**10 Euros
pour 10 Euros !**

Nouvelle monnaie française exceptionnelle !

La Monnaie de Paris, atelier de frappe officiel de la République Française, a décidé d'émettre en janvier 2012 une nouvelle pièce de monnaie de 10 Euros frappée en argent véritable 500‰ : la pièce de 10 Euros « Hercule ». Après le succès de la pièce de 10 Euros « Semeuse » de 2009, cette nouvelle pièce reprend un autre motif emblématique des monnaies françaises : « Hercule ». Etant donné la hausse du cours de l'argent et le tirage limité à 500 000 exemplaires de cette monnaie, il s'agira donc d'un placement sûr garanti par l'Etat.

Echangez 10 Euros contre 10 Euros !

Cette nouvelle pièce de 10 Euros en argent a cours légal avec une véritable valeur monétaire de 10 Euros. La Société Française des Monnaies vous propose, pendant une période limitée*, de réserver en avant-première cette monnaie au prix de 10 Euros seulement. Vous échangez simplement 10 Euros de votre porte-monnaie contre cette pièce en argent véritable, qui grâce à son tirage limité pourrait atteindre une valeur de collection bien plus élevée. Réservez donc dès maintenant votre exemplaire!

*** Le délai de réservation expire le 31.01.2012.
Maximum d'une coupure de 10 Euros par foyer, le tirage étant limité.**

Offre valable pour la France métropolitaine dans la limite des stocks disponibles. Conformément à la loi informatique et liberté n°78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données personnelles vous concernant auprès de Société Française des Monnaies, 90 Avenue de Flandre, 75940 Paris Cedex 19. RCS: PARIS 509 629 820

Complétez, découpez et postez dès aujourd'hui votre coupon d'échange :

Coupon d'échange numéro 1005206

A compléter et à retourner à Société Française des Monnaies, 90 Avenue de Flandre, 75940 Paris Cedex 19.

OUI, je souhaite profiter de l'échange de la toute nouvelle pièce de monnaie française 2012 de 10 Euros « Hercule » en argent au prix d'émission officiel de 10 Euros seulement. Je recevrai mon exemplaire courant janvier 2012, à la date d'émission officielle de la Monnaie de Paris, accompagné de son certificat d'authenticité. Les frais de port sont gratuits et je bénéficie de la garantie « satisfait ou remboursé » de 15 jours. Je ne prends aucun engagement. Je joins mon paiement de 10 Euros par :

Chèque à l'ordre de la Société Française des Monnaies
OU Carte bancaire

3 derniers chiffres au
dos de votre carte

Expire fin

Date et signature :

X

Mon adresse: Melle Mme M.

Prénom, Nom

Adresse

Code Postal Ville

Tél. (en cas de question)



90 Avenue de Flandre, 75940 Paris Cedex 19

**Réservez par téléphone
0892 - 561 461***

*Du lundi au samedi de 8h à 20h - 0,34 €TTC/min



Les bénévoles de l'association Bender Djedid préparent, avec le Secours populaire, les aides alimentaires à distribuer à la frontière djiboutienne.

SPF

AGIR MONDE

Nouvelles distributions dans la corne de l'Afrique

DJIBOUTI. Une mission du Secours populaire a apporté les aliments nécessaires à la survie de milliers de familles djiboutiennes et de réfugiés somaliens et éthiopiens.

Des tonnes de farine, de pâtes et de lait en poudre. Des milliers de litres d'huile. C'est ce qu'a distribué, les 15 et 16 novembre dernier, le Secours populaire dans la république de Djibouti. «Il y avait beaucoup de femmes et d'enfants, souvent très affaiblis. Leur survie repose essentiellement sur l'aide internationale», relève Ismaïl Hassouneh, secrétaire national du SPF et membre de la mission.

Le 15 novembre, le SPF a distribué des colis alimentaires à 4 000 Djiboutiens et réfugiés somaliens vivant dans la région de Dikhil. «La farine que nous leur avons apportée constitue vraiment la base de leur alimentation, car elle leur sert à préparer du pain, des galettes, des bouillies. De même,

le lait en poudre que nous leur avons fourni remplace le lait qui était produit par leurs chèvres», explique Ismaïl Hassouneh. L'approvisionnement en eau potable, indispensable pour consommer le lait en poudre, est assuré par le gouvernement de Djibouti. Le lendemain, la distribution alimentaire a été organisée dans les locaux de Bender Djedid, situés dans la capitale, Djibouti. Mille réfugiés somaliens et éthiopiens ont ainsi été aidés. Ils vivent dans les rues de la ville, totalement démunis, en espérant traverser le golfe d'Aden, puis le Yémen, pour se faire embaucher sur les chantiers d'Arabie saoudite. «Les besoins humanitaires dépassent de loin le volume de l'aide internationale», regrette Ismaïl

Hassouneh. La situation reste précaire. «Pour le moment, nous n'allons pas vers une amélioration, car les prix des denrées alimentaires restent élevés et il faudra quelques saisons de pluie pour que les cheptels se reconstituent», analyse Mario Touchette, représentant du programme alimentaire mondial (PAM) à Djibouti.

Les oubliés de la crise alimentaire

C'est la deuxième fois que l'association humanitaire entreprend une telle mission dans ce pays. Au mois d'août 2011, le SPF y avait déjà effectué une première distribution, non loin de la Somalie, pour 5 000 Djiboutiens et réfugiés somaliens et éthiopiens. À

chaque fois, ces opérations ont été menées dans le cadre du réseau Euroméditerranéen de la solidarité, qui comprend notamment le Secours populaire et l'association djiboutienne Bender Djedid*.

Les médias français ont bien relayé l'alerte lancée par les institutions internationales concernant la crise alimentaire qui menace près de 13 millions de personnes en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Soudan. Mais la presse ne braque pas souvent ses projecteurs sur le minuscule état de Djibouti, qui jouxte la Somalie et l'Éthiopie. Pourtant, 210 000 Djiboutiens, sur un total de 880 000, souffrent du manque de nourriture. Il faut ajouter les 21 500 réfugiés, principalement des Somaliens. «Avant, ils fuyaient la guerre, maintenant ils espèrent trouver de quoi manger», indique Nabil Mohamed, président de Bender Djedid. Outre le conflit en Somalie, la crise humanitaire actuelle est liée à la sécheresse ininterrompue depuis trois

 **INTERVENIR**
Pour envoyer vos dons,
utilisez le bulletin de la page 9.

ans. De part et d'autre de la frontière djiboutienne, les familles nomades vivent de l'élevage de chèvres. À la longue, le manque de pluie empêche les pasteurs de trouver l'alimentation suffisante pour nourrir l'ensemble de leurs bêtes. Ils voient réduire la taille de leurs troupeaux. «Pour nous rendre dans la région de Dikhil, près de l'Éthiopie, nous avons traversé de grandes étendues désertiques, relate Ismail Hassouneh : sur des kilomètres, il n'y a pas un troupeau et rien ne pousse.» L'autre déclencheur de la crise est la forte augmentation des prix des denrées alimentaires. «Les bergers nomades que nous avons rencontrés

« La farine que nous leur avons apportée constitue vraiment la base de leur alimentation, car elle leur sert à préparer du pain. »

nous ont confié que la farine ou les pâtes étaient devenues inabornables », poursuit-il. En raison du climat désertique du pays, les habitants de Djibouti doivent importer pratiquement la totalité de leurs aliments. En raison de la montée des prix agricoles mondiaux, les populations rurales se voient dans l'obligation de vendre petit à petit toutes leurs chèvres pour acheter de quoi manger. «Ce phénomène, conjugué à la sécheresse, prive de ressources de nombreuses familles », relate Stéphanie Savariaud, du PAM. ■

Olivier Vilain

*Les autres partenaires impliqués sont Ricerca et Cooperazione (Italie), Egypt's daughter association (Egypt), Development for people and nature association (Liban).

Les humanitaires djiboutiens et français déchargent l'aide.



SPF

Pour Noël 2010, le SPF avait apporté des jouets aux enfants de Sidi Boubeker.



SPF

Nouveaux dons pour les enfants Marocains

SIDI BOUBEKER. Des bénévoles de Gironde envoient deux camions chargés de matériel scolaire et médical.

Ce moment est attendu depuis plusieurs mois par les bénévoles du SPF de Cenon et de Floirac, deux villes à proximité de Bordeaux. Le 11 janvier, ils affrètent deux camions pour le Maroc, pour apporter du matériel scolaire (cartables, cahiers, etc.) et médical (fauteuils, lits médicalisés...). En plus, les bénévoles achèteront au Maroc deux ordinateurs et l'un des deux camions restera sur place. Don de l'entreprise Keolis, il est destiné au transport des per-

sonnes handicapées. L'Association des enfants de Zellidja, du nom d'une pierre que l'on trouve dans cette ancienne région minière, réceptionnera le tout. Ce partenaire du SPF s'occupe des familles d'anciens mineurs et d'un orphelinat à Sidi Boubeker, près de la frontière algérienne. «Nous avons déjà apporté des jouets et des vêtements chauds à Noël 2010, mais nous voulions faire plus », se réjouit Fouzia Berkane, à l'origine du projet. ■ Olivier Vilain

Pelanuk le rusé arrive en librairie

INDONÉSIE. Le Secours populaire de Paris publie un nouveau livre de contes provenant de la province d'Aceh.

Maité Fréchar, du Secours populaire, a traduit des contes oraux de la région d'Aceh, située à la pointe nord de l'île de Sumatra. Le dessinateur Barroux les a illustrés. Le résultat est intitulé *Pelanuk le Rusé*, du nom du garçon qui se promène à travers le livre avec sa bufflonne, l'animal emblématique de l'Indonésie. Au printemps dernier, la même équipe avait déjà publié un premier recueil de contes, appelé *Kanchil le Malin*. Pour le public français, la région d'Aceh est associée au tsunami de 2004. «Il y a eu beaucoup d'actions de reconstruction, mais il nous a aussi semblé important de faire connaître la culture très riche de la population, qui a longtemps été en conflit armé avec le pouvoir central,



implanté à Java », remarque Virginie Jouanicot du Secours populaire de Paris.

Ces dernières années, le SPF a soutenu la collecte des histoires populaires que transmettent les conteurs qui vont de village en village. Édités chez Belin, *Pelanuk le Rusé* et *Kanchil le Malin* sont disponibles, en librairie, au prix de 13,50 euros l'unité. À chaque achat, 4 euros servent à financer la bibliothèque itinérante créée par le SPF dans la région d'Aceh en 2007. ■ o. v.

Erratum

Le projet de développement mené par le SPF du Territoire de Belfort à Zambo, évoqué dans *Convergence* n° 320, est bien situé au Burkina Faso, comme le texte le mentionne, et non au Bénin, comme indiqué par erreur au début de l'article.

Retour à Penco

CHILI. Le petit port de pêche de Penco accueille une délégation du SPF, du 10 au 20 janvier. Celui-ci avait été dévasté par le tremblement de terre et le tsunami de février 2010. « Au printemps dernier, nous avons déjà apporté du matériel de plongée pour que les pêcheurs puissent retravailler », rappelle Danièle Saint-Amans, membre de la mission. Cette fois, l'association apporte pour 10 000 euros de matériel de pêche et d'outils pour rebâtir des maisons.

Une nouvelle médiathèque

CHINE. Julien Lauprêtre, le président du SPF, a inauguré, le 15 décembre dernier, la médiathèque de l'école Mengjia, située dans la ville de Deyang, dans le Sichuan. Avec l'aide de la Fondation Areva et en partenariat avec les Chinois de l'APCAE, le Secours populaire a aménagé cet équipement et fourni le matériel pédagogique. Le SPF intervient dans le Sichuan depuis le séisme de mai 2008.

Dix tonnes d'aide

HAÏTI. Un container expédié par le SPF de Limoges et son partenaire ACEM Haïti est arrivé à Port-au-Prince, le 1^{er} janvier. Dix tonnes de vêtements neufs, de livres, d'ordinateurs vont être réceptionnées par deux écoles de la ville de Jacmel. Des outils de maçonnerie vont être utilisés par un centre de réinsertion. « Voilà le résultat de six mois d'efforts », sourit Gauthier Daccord, du SPF de Limoges. ■ o. v.

DOSSIER PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Faibles ressources des ménages, coût galopant de l'électricité, du gaz, du pétrole, et mauvaise qualité thermique des logements font le lit de la précarité énergétique. En découlent inconfort thermique, dettes mais aussi stress.

Dossier réalisé par Florence Raynal et Françoise Vlaemynck



Les prix des logements sont si élevés que les familles les plus pauvres ne peuvent investir dans l'isolation. Dans le Val-de-Marne, Pierre a transformé un appentis pour en faire sa maison.

DOSSIER

Les factures sont en surchauffe

INÉGALITÉS. Des hausses d'énergie mal réparties

Chaque automne, avec la baisse des températures, l'anxiété monte dans des millions de foyers français. Selon l'Insee, ils seraient ainsi 3,5 millions à déclarer souffrir du froid dans leur logement, soit près de 15% des ménages. Rien d'étonnant, plus les foyers sont désargentés, plus ils subissent cette situation. C'est ainsi le lot de 22% des ménages les plus modestes. L'enquête Insee Première de mai 2011, intitulée «La précarité énergétique : avoir froid ou dépenser trop pour se chauffer», estime, par ailleurs, que 3,8 millions des ménages «ont un taux d'effort énergétique supérieur à 10% de leur revenu». Autrement dit, ils se trouvent en situation de précarité énergétique. Cette notion, qui a été définie par la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, concerne, en effet, toute personne

qui «éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires, en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat». Concrètement, cela se manifeste par un déséquilibre budgétaire, des impayés, l'impossibilité de se chauffer correctement, voire simplement, de bénéficier d'eau chaude pour se laver, d'utiliser des appareils électroménagers tels que machine à laver ou télévision, ou encore, par la contrainte de manger froid. Plus concrètement encore, cela signifie qu'en France près de 8 millions d'individus sont concernés, sachant que les familles monoparentales, les inactifs et les chômeurs, sont particulièrement exposés à l'inconfort thermique.

Depuis plusieurs années, la situation tend à s'aggraver. L'Insee, dont les données proviennent de l'enquête logement de 2006 – la dernière réalisée –, relève ainsi qu'entre 1999 et 2006, la proportion de personnes déclarant avoir eu froid durant l'hiver est passée d'environ 11 à 15%, sans que des variations climatiques puissent être évoquées et alors que, de surcroît, les conditions de logement se seraient plutôt améliorées.

D'avantage de ménages ayant eu froid ont en fait «limité leur consommation de chauffage en raison de son coût» (21,5% contre 14%). Entre les effets de la crise et la hausse faramineuse du prix des énergies – en une vingtaine d'années, le tarif du fioul, du gaz et du propane a doublé, voire triplé, pendant que celui de l'électricité

grimpait d'environ 10% –, la tendance ne risque pas de s'infléchir. En effet, le guide Précarité énergétique – État des lieux et propositions d'actions du Réseau Rappel (*lire encadré*), de janvier 2011, souligne que «le prix de l'énergie devrait connaître une augmentation, continue et soutenue, supérieure à l'inflation et aux hausses de salaire dans les années à venir». Le phénomène de précarité énergétique pourrait gagner les classes moyennes supérieures. Mais pour l'heure, il n'existe en France aucun indicateur dédié pour le vérifier. Lancé en mars 2011, l'Observatoire de la précarité énergétique devrait cependant tenter d'évaluer plus précisément le phénomène courant 2012. Sur le terrain, la situation est tendue. Ainsi, selon l'enquête Baromètre Uccas-Gazette Santé-Social 2011, les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale ont noté en leur sein une forte progression des demandes d'aides financières. Or, le premier élément déclencheur des nouvelles sollicitations est devenu la difficulté à faire face



Olivier Pasquiers / Le bar Floréal, photographie

VÉCU



Dur à vivre

Je payais mon électricité par mois, mais, quand j'ai reçu la facture récapitulative de l'EDF, étant au RSA, je n'ai pas pu l'assumer. Elle était de 800 euros ! On m'a alors mise en « service restreint ». En réalité, tout a été coupé car le ballon d'eau chaude, à lui seul, faisait tout sauter. Il faisait encore frais à l'époque, mais, pour moi, le pire était que mon adolescente supportait mal la situation : plus d'ordinateur, d'Internet, de recharge de portable, de télévision. J'ai, en outre, perdu tout le contenu de mon congélateur. Dedans, il y avait un colis du SPF, ça fait mal au cœur. C'est dur à vivre tout ça. Le SPF est intervenu et a arrangé la situation. Aujourd'hui, j'ai un échéancier, mais j'ai du mal à accepter que mes filles doivent endurer de telles conditions de vie. Je cherche du travail mais, à 53 ans, je n'y crois plus.

Francine Bajoni, aidée par le Secours populaire d'Arras.

Rien sans voiture

Licenciée, je me suis retrouvée avec 600 euros d'Assedic et les ennuis ont commencé. Mon mari est sans travail et on a trois enfants. On a fini en surendettement avec des impayés de fuel, d'électricité, de loyer... Aujourd'hui, on a emménagé dans une maison mieux isolée, mais la chaudière à gaz est tombée en panne ; on a utilisé des convecteurs électriques et aujourd'hui on doit 700 euros à EDF ! J'étais quasi à jour pour l'électricité, j'avais réussi à payer Primagaz pour être livrée... Quand un problème est résolu, un autre arrive. On n'a plus qu'une voiture pour deux et pas toujours les moyens de la faire rouler sans les bons du SPF. Parfois, on doit même emmener les enfants à pied à l'école à 5 kilomètres. À la campagne, sans véhicule, sans essence, on ne fait rien. Avec une seule voiture, on ne peut d'ailleurs pas travailler tous les deux.

Stéphanie Suir, aidée par le Secours populaire de Guingamp.

aux dépenses du quotidien et, en premier lieu, à payer les factures énergétiques. Sans surprise, les publics déjà fragilisés (familles monoparentales, personnes isolées, retraités) forment le gros des demandeurs. En réponse à cette évolution, un quart des CCAS et CIAS ont d'ailleurs indiqué avoir signé de nouvelles conventions de partenariat, en particulier avec les fournisseurs d'énergie.

Le risque de surendettement augmente

Avoir froid dans son logement découle souvent de l'état et de l'équipement de

ce dernier. Selon l'Insee, dans 41 % des cas, une mauvaise isolation est invoquée par les ménages en inconfort thermique, ou une installation de chauffage insuffisante. Le type d'énergie employé est aussi déterminant. Ainsi, « parmi les ménages en inconfort thermique pour des raisons financières, 48 % se chauffent à l'électricité », contre 33 % en moyenne, pointe l'organisme, qui souligne que malgré son coût, « le chauffage d'appoint électrique est bien souvent le seul palliatif immédiat d'une installation principale défectueuse ou insuffisante ». Toutefois, une autre enquête de l'Insee d'octobre 2010, « Les dépenses d'énergie des

ménages depuis 20 ans », constate que, toutes choses égales par ailleurs, un ménage se chauffant au fioul, ce qui est fréquent en milieu rural, dépense, 28 % de plus qu'un ménage ayant choisi l'électricité.

Santé en danger

Quelle qu'en soit l'origine, les difficultés récurrentes à se chauffer nuisent à une bonne qualité de vie. De faibles ressources interdisent tout autant le paiement des factures que la rénovation d'un logement énergivore, et les dommages sociaux, sanitaires et psychologiques sont sérieux. Le surendettement guette avec tout le

désespoir que cela peut engendrer. « L'augmentation des charges énergétiques a un impact de plus en plus catastrophique. Cela peut faire passer quelqu'un de 30 à 50 % d'endettement », témoigne Matthieu Arias, chargé de mission à l'association Crésus. En termes de santé, la facture est particulièrement lourde. Ainsi, des médecins de l'Association santé environnement France dénoncent-ils (www.asef-asso.fr) les risques accrus d'intoxication au monoxyde de carbone et d'incendie dus à l'emploi d'appareils défectueux ou mal entretenus, ou de méthodes alternatives de chauffage et d'éclairage, les dangers

Un réseau alternatif

Mettre en lien les professionnels et les organismes liés à l'énergie, l'habitat, l'action sociale ou la santé, tel est le projet du Réseau des acteurs de la pauvreté et de

la précarité énergétique dans le logement (Rappel), créé en 2007 à l'initiative de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et de la Fondation Abbé-

Pierre. Objectif : lutter contre la précarité énergétique en générant une synergie fondée sur une culture commune et en soutenant les structures désireuses d'instaurer des solutions préventives et curatives durables. « Rappel » a

vocation à faciliter le partage d'expériences et la diffusion des bonnes pratiques à l'échelle nationale ainsi qu'à susciter l'émergence de nouvelles actions. Le réseau animé par deux associations : le Comité de liaison des

énergies renouvelables et Bâtiment, climat, énergies dispose d'un site : www.precarite-energie.org. Au-delà, « Rappel » promeut la prise en compte de la précarité énergétique dans les politiques sociales.

Gros soucis au Royaume-Uni

Ils étaient 4,5 millions en 2008 et 5,5 millions en 2009... Le nombre de ménages en situation de précarité énergétique ne cesse de croître au Royaume-Uni, comme l'analyse le secrétariat d'État britannique à l'énergie et au changement climatique dans ses rapports 2010 et 2011. Entre 2004 et 2009, le prix de l'électricité domestique a crû de plus de 75 %, celui du gaz de 122 %. Désormais, plus d'un foyer sur cinq est concerné par ce phénomène. Les chiffres britanniques retiennent les ménages dépensant plus de 10 % de leurs revenus disponibles dans l'énergie. Entre 2003 et 2009, la proportion des ménages considérés comme « vulnérables », autrement dit ceux comprenant des enfants de moins de 16 ans, des personnes âgées, handicapées ou souffrant de maladie chronique, a fortement augmenté. En 2003, un foyer sur 50, avec au moins un enfant à charge, était en situation de précarité énergétique ; en 2009, ils étaient un sur 10. De même, en 2003, un foyer sur 10, comptant au minimum une personne de 60 ans ou plus, subissait ce phénomène contre un sur 4 en 2009.

L'Europe conseille les pauvres

Former les travailleurs sociaux aux économies d'énergie et à l'efficacité énergétique, afin qu'ils puissent informer et sensibiliser les familles en difficulté sur ces sujets dans le cadre de leur exercice professionnel (conseils téléphoniques, visites à domicile...), est au cœur du programme européen « Ambassadeurs de l'énergie ». Objectif : faire évoluer les comportements et réduire - outre un gaspillage nuisible à l'environnement - les problèmes d'impayés et d'inconfort thermique. Le programme, qui s'appuie sur l'expérience de l'association française Prioriterre, existe en Angleterre, en Bulgarie, au Danemark, en Espagne, en Grèce, en Italie, en Suède et en Roumanie. La « Campagne de lutte contre la précarité énergétique », qui repose sur différents outils (brochures, formations, liens avec des experts...), aurait d'ores et déjà permis d'économiser 4,5 gigawatts heure en Europe, grâce à des changements de comportements en matière de chauffage, eau chaude sanitaire et électricité. Les conseils dispensés passent de la pose de coupe-froid pour empêcher les courants d'air à la diminution des températures intérieures la nuit, de l'installation de régulateurs de débit sur les robinets à la suppression des veilles de certains appareils.

Source : www.energyambassadors.eu

liés à un fort taux d'humidité et à une mauvaise qualité de l'air (lié au colmatage des fenêtres et autres aérations) mais aussi les problèmes d'intoxication alimentaire, en l'absence de moyens de conservation ou de cuisson. En particulier, les risques d'affections respiratoires et cardiovasculaires augmentent, tout comme les allergies et l'asthme, les problèmes d'hygiène, les risques infectieux. Enfin, « l'impact de la précarité énergétique sur la santé mentale des résidents est certainement loin d'être négligeable », remarquent-ils. Cela peut, en effet, entraîner fatigue, stress, isolement... voire, pour des personnes âgées, une

impossibilité du maintien au domicile et ses conséquences. En matière de stress et de dégradation de la vie sociale, la question du manque de chauffage s'accompagne aussi, pour nombre de familles modestes, et de façon de plus en plus aiguë, de celle de l'accès aux carburants, autrement dit de la possibilité des déplacements. Depuis plusieurs années, en effet, les prix à la pompe ne cessent de flamber. Cela pénalise d'abord les ménages les moins aisés, qui se sont souvent installés en périphérie des grandes villes pour bénéficier de logements moins coûteux, ou des personnes vivant à la campagne, ce qui les empêche

parfois de travailler. « Les carburants représentent 4,5 % du budget total d'un habitant en milieu rural, contre 2 % de celui d'un Parisien qui dispose d'un vaste réseau de transports en commun et se trouve plus souvent à proximité des commerces ou de son emploi », souligne ainsi l'Observatoire des inégalités.

Face à ces évolutions, des ménages s'empêchent de plus en plus de sortir et les solutions peinent à se mettre en œuvre. En attendant, ils viennent, de plus en plus nombreux, frapper aux portes des associations, en particulier à celle du Secours populaire. ■



Photos Olivier Pasquiers / Le bar Floreal, photographie

Les logements mal isolés ou mal aérés présentent des risques pour la santé.

DOSSIER

Un meilleur bilan énergétique

PAROLE D'EXPERTE

La précarité énergétique commence toujours par un problème de précarité tout court. Pour aider les ménages modestes, des actions spécifiques peuvent être menées à divers niveaux. Le premier a trait à l'information et à la sensibilisation, et vise à maîtriser les consommations. Cela suppose d'abord d'étudier la situation : âge et performance des appareils domestiques, isolation du logement... Après un diagnostic rapide, des conseils peuvent être donnés et divers équipements distribués : thermomètres, coupe-veilles, douchettes économes... Ces démarches, qui nécessitent des visites à domicile ou des ateliers collectifs, commencent à émerger en France. Autre niveau d'action : les fonds sociaux d'aide aux travaux de maîtrise de l'énergie, instaurés dans une vingtaine de départements par des collectivités, souvent les conseils généraux. En cas d'impayés d'énergie récurrents, un thermicien est envoyé au domicile du ménage et, selon la situation, une aide de 2 000 à 3 000 euros en moyenne est proposée pour effectuer des travaux intermédiaires : calfeutrer portes et fenêtres, isoler les combles, changer des équipements (électroménager, chau-

dière...). Au niveau national, un nouveau programme, « Habiter mieux », prévoit l'octroi d'une prime pour la rénovation thermique des logements, qui s'ajoute aux aides aux travaux de l'Agence nationale de l'habitat. Mais ce projet, conséquent, est aussi limité, puisqu'il ne cible que les propriétaires-occupants modestes du parc privé. En outre, il risque d'achopper, comme d'autres actions dans ce domaine, sur la difficulté à repérer les ménages en situation de précarité énergétique. Enfin, lutter contre ce phénomène implique d'agir au plan juridique. Deux mesures seraient à soutenir : le « bouclier énergétique » et l'intégration de la performance énergétique dans les décrets sur la décence et l'insalubrité des logements. Défendues lors du Grenelle de l'environnement, ces propositions n'ont malheureusement pas été retenues par le gouvernement. Or, la première vise à aider les ménages les plus exposés à payer leurs factures en incluant toutes les énergies et tous les fournisseurs, contrairement au système actuel des tarifs sociaux, limités à l'élec-

tricité fournie par EDF ou au gaz. Celui-ci devrait d'ailleurs bientôt évoluer car ses procédures sont si complexes que seule une partie des ayants droit en bénéficie. Quant à la seconde mesure, elle permettrait aux locataires de disposer de recours pour forcer un propriétaire à rénover son logement au plan énergétique et empêcherait à terme aux bailleurs de louer des passoires thermiques. Aujourd'hui, les pouvoirs publics ont pris conscience du problème, mais les dispositifs en place sont incomplets et manquent d'animation sur le terrain. L'argument financier est souvent évoqué comme un obstacle, mais c'est sans compter les dépenses sanitaires et sociales découlant de la précarité énergétique. Il serait temps de décroiser les approches et d'aborder la question de façon plus globale.

Marie MOISAN,
chargée de mission « précarité énergétique » au Comité de liaison des énergies renouvelables



DR



À Arras, le Secours populaire évite aux familles le désespoir face aux factures.

PAS-DE-CALAIS. Dans l'impossibilité de payer leurs factures d'électricité, de gaz ou d'eau, des familles se retrouvent dans un profond désarroi. Pour les aider à relever la tête, le Secours populaire leur offre un soutien adapté.

Pour quelques centimes de trop

Jean-Pierre Rousselle a un contrat à durée indéterminée dans les travaux publics. En août, c'est l'accident. Il chute et se retrouve avec une fracture... et des indemnités journalières. Fini les primes de déplacement, de repas. « J'ai perdu 200 à 300 euros par mois », souligne-t-il. Impossible alors d'honorer la facture d'eau qui vient d'arriver. « Avec 525 euros de loyer, l'électricité et le gaz qui augmentent, on a vite plus un sou », justifie Valérie, sa femme. Celle-ci se tourne alors vers les services sociaux. Rien à faire. « On dépasse le plafond de 19 centimes ! » Aujourd'hui, une grosse facture de gaz s'ajoute à la dette. Grâce à sa mère, bénévole au comité du Secours populaire d'Avion, Valérie est mise en

relation avec Serge Décaillon, secrétaire général de la fédération du Pas-de-Calais. « Il a débloqué la situation, sinon on nous coupait l'eau. Après, j'ai demandé une aide alimentaire », résume Valérie. Le responsable a arrêté la procédure en versant la somme nécessaire. Aujourd'hui, le couple respire mieux, même s'il redoute les prochaines factures. En attendant, l'heure est aux restrictions. « J'ai dit à ma fille de réduire les douches, de limiter les machines à laver, de ne pas abuser du sèche-cheveux car ça consomme », détaille cette ex-auxiliaire de vie. « Quand je travaillais, on m'envoyait partout. Je dépensais plus en carburant que ce que je gagnais », s'exclame-t-elle.

Pour soutenir les personnes confrontées à des impayés d'énergie ou d'eau, le SPF d'Arras a établi une procédure, que conforte désormais l'accord national SPF-EDF (voir encadré). « Les cas sont instruits à la fédération sur proposition des comités locaux. Après analyse de la situation, nous contactons les organismes impliqués, voyons avec eux les solutions et, si besoin, effectuons le versement nécessaire pour débloquer le dossier, dont nous suivons ensuite l'évolution », explique Serge Décaillon. Une procédure, dont a d'ailleurs bénéficié Michel Vansteenkiste. En longue maladie, cet ancien fonctionnaire vit aujourd'hui seul et ne touche plus que 1 000 euros par mois. Déjà en situation de suren-

dette, Michel s'est retrouvé avec une facture EDF de 1 200 euros à payer. « On m'a coupé le courant pendant plus d'un mois et demi », pointe-t-il. Après maintes démarches, il a frappé à la porte du SPF. « En une heure, le SPF a arrangé la situation et un échéancier a pu être établi ! » Le problème, poursuit Serge, « c'est que, pendant ce temps, les factures continuent à tomber, il y a des frais. Nous avons donc dû régler la première échéance ». Malgré cette aide précieuse, le quotidien de Michel reste précaire. « C'est dur de s'en sortir, on passe son temps à jongler, à courir pour une baguette, un litre d'essence... Heureusement que Serge m'a encouragé. Des fois, j'ai vraiment peur de péter des plombs. »

DOSSIER

Des partenariats pour éviter les impayés

Soucieux de développement durable, Eurotunnel a autorisé l'exploitation d'éoliennes sur ses terres et s'est rapproché du Secours populaire du Pas-de-Calais pour nouer un partenariat

dans le cadre de son volet social. Ainsi, de 2011 à 2013, la société lui attribue 3 000 euros par an sur cette concession pour aider des familles en difficulté. Déjà 8 dossiers ont été traités. « Nous

allons solliciter d'autres entreprises liées à l'énergie, l'eau, le logement... pour élargir cette action », précise Serge Décaillon. En parallèle, le SPF tente de renforcer son intervention en créant

un réseau *ad hoc* à propos de ces questions (EDF, GDF, Veolia, bailleurs sociaux, CCAS...). Pour l'électricité, la démarche s'inscrit dans la droite ligne de la convention nationale, signée le 27 juin 2011, entre EDF et le SPF. Celle-ci permet, à l'association, de bénéficier par

tout en France d'un correspondant dédié pour démêler les situations de précarité énergétique repérées. La convention prévoit aussi la formation des bénévoles pour qu'ils appréhendent mieux les factures, les tarifs sociaux, les bons usages de l'énergie...

CÔTES-D'ARMOR. Bons d'essence, aides énergétiques... le Secours populaire est de plus en plus sollicité.

Le plein, en urgence

Comment déménager quand on n'a pas d'argent pour payer l'essence ? C'est la question qui a poussé une jeune mère de famille, accompagnée de son éducateur, à solliciter le SPF de Saint-Brieuc. « Elle avait besoin de 70 euros, nous lui en avons remis 20 sous la forme d'une aide d'urgence », explique Jean-Claude Messenger, bénévole. Si à Saint-Brieuc les demandes liées à du carburant restent rares, tel n'est pas le cas dans tout le département. « De petits villages

offrent des logements sociaux dont les loyers sont très bon marché. Cela attire les personnes à faibles revenus, mais le problème est qu'il n'y a pas de commerces, parfois pas d'école et peu, ou pas, de transports », observe Jacques Lecareux, secrétaire général du comité de Châtelaudren. Pour travailler, il faut alors disposer d'un véhicule et d'un budget conséquent pour remplir le réservoir. « C'est un cercle vicieux : sans argent pas de voiture, sans voiture pas de travail, sans travail pas d'argent »,

résume-t-il. Prenant cette réalité en compte, le comité a mis en place, avec le partenariat d'une station-service, des bons de carburant pour dépanner les personnes – au maximum trois fois dans l'année. « Il nous arrive aussi d'en donner à des mères dans l'impos-

« C'est un cercle vicieux : sans argent pas de voiture, sans voiture pas de travail, sans travail pas d'argent. »

sibilité d'emmener leurs enfants à l'école, là où il n'y a pas de ramassage scolaire », témoigne Jacques. Par souci de rigueur, les bons sont toujours remis sur demande écrite d'un travailleur social. Au comité de Guingamp, un système similaire a été instauré. Il est arrivé cependant que l'aide soit plus régulière. « Pour répondre à une situation très particulière, nous avons

alloué 40 euros de bons, tous les mois pendant un an, à une femme qui avait trouvé du travail entre Guingamp et Saint-Brieuc. Aujourd'hui, la famille va beaucoup mieux », se réjouit Jeannette Menou, bénévole au SPF de Guingamp. Les deux comités relèvent aujourd'hui une hausse des demandes, tant pour l'essence que pour d'autres sources d'énergie : électricité, gaz... (voir encadré). Par exemple, à Châtelaudren, pointe Jacques, « en 2010, on avait provisionné 700 euros pour des aides diverses et le budget n'a pas été épuisé. En 2011, début décembre, on a déjà attribué 1 440 euros dont 1 200 pour les aides énergétiques ». La précarité énergétique reste toutefois difficile à évaluer. En effet, souligne Jean-Claude, « quand une famille vient pour un colis alimentaire, derrière il peut y avoir des factures d'énergie trop lourdes à régler. Quand un foyer est au RSA, il plonge ! »

Dans les Côtes-d'Armor, le SPF aide des familles coincées dans les campagnes.

Olivier Pasquiers / Le bar Floréal, photographie



Trop de frais

« Nous avons eu des demandes d'aide pour du gaz coupé. Dans cette situation, les gens se retrouvent sans eau chaude pour laver les enfants, sans possibilité

de cuisiner... De même, nous avons eu un monsieur au RSA, très isolé, à qui on avait supprimé le courant. Sans télévision, il mourait d'ennui », témoigne Jeannette. Le comité du Secours populaire de Guingamp s'est mobilisé : prise de

contact avec les travailleurs sociaux, versement du minimum nécessaire pour que le service soit rétabli et un plan d'apurement des dettes mis en œuvre... À Châtelaudren, constat est aussi fait que nombre de familles vivent

dans des logements très mal isolés. « Quand on a une vieille longère, l'été, c'est formidable, mais l'hiver, c'est un gouffre à énergie. De plus, en milieu rural, beaucoup de propriétaires avaient installé des radiateurs électriques car ça

ne coûtait presque rien », assure Jacques. Le comité incite les familles à quitter ces logements, en les orientant vers les bailleurs sociaux. Des aides peuvent être débloquées pour régler une facture impayée.

TÉMOIN

« En privilégiant seulement la performance énergétique, on risque d'engendrer, et même d'accroître, des inégalités. »

CATHERINE CHARLOT-VALDIEU

« Tous les projets de renouvellement urbain qui bénéficient d'aides publiques devraient être conçus et mis en oeuvre dans le cadre d'une démarche d'écoquartier. Mais, pour les élus comme pour les services de l'État écoquartier est encore loin de rimer avec quartier existant. Il est vrai qu'une démarche ou stratégie territoriale de ce type est beaucoup moins valorisante pour les élus qu'un projet de construction neuf, truffé d'innovations techniques ou technologiques. Aujourd'hui, les aides publiques sont attribuées en fonction du niveau de performance énergétique atteint et non pas en fonction de l'effort à fournir pour atteindre cette performance. Ceci est générateur de nombreuses inégalités. Une approche transversale prenant en compte les aspects environnementaux, économiques et sociaux – c'est-à-dire une démarche de développement durable – est incontournable lorsque l'on se soucie d'équité. Ainsi, par exemple, traitera-t-on la précarité énergétique si on continue à aborder les thématiques par pilier (et donc l'énergie dans le pilier environnement), ce que fait encore la grande majorité des bureaux d'étude, qui s'autoproclament experts en développement durable? Comment éviterons-nous d'exproprier des familles, qui ne peuvent financer des travaux de réhabilitation énergétique, au profit de promoteurs largement subventionnés pour réhabiliter de façon exemplaire, comme ceci a été fait dans certaines

villes en France? Comment arriverons-nous à construire des logements abordables? Comment limiterons-nous le coût du foncier et la consommation d'espace? Toutes ces questions nous conduisent à constater la nécessité de passer des bonnes pratiques thématiques (opérations de réhabilitation, notamment énergétique, exemplaires) à des stratégies patrimoniales et territoriales. L'élaboration de ces dernières doit être le résultat de la collaboration de l'ensemble des partenaires afin, certes, de diminuer les consommations d'énergie et émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de développer des filières locales pour préserver l'emploi, de veiller à augmenter la productivité du bâtiment, de trouver des modes de financement adaptés. »

Propos recueillis par Françoise Vlaemynck



Olivier Pasquiers Le bar Floral/photographie

Économiste, Catherine Charlot-Valdieu est présidente de l'association Suden pour la promotion du développement urbain durable*. Son dernier ouvrage, *La réhabilitation énergétique des logements*, co-écrit avec Philippe Outrequin, vient de paraître aux éditions du Moniteur.

* www.suden.org

PLUS D'INFOS

Air intérieur et Précarité énergétique

Revue Air Pur n°78 - 2010, téléchargeable gratuitement sur www.appanpc.fr

Dans ce numéro de la revue Air Pur publiée par l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique (APPA), plusieurs spécialistes analysent divers aspects de la précarité énergétique : logement, santé, information des ménages modestes, impact sur les personnes âgées, expériences...

Les écoquartiers

Pierre Lefèvre et Michel Sabard - Éd. Apogée, 2009, 21 euros

Tous deux architectes et enseignants-chercheurs, les auteurs développent ici la notion d'écoquartier qu'ils situent au point de rencontre entre l'art de construire des bâtiments durables et celui de gérer une ville durable. À travers 14 projets, ils présentent très concrètement et de façon détaillée ce concept.

CARtoons- Le cauchemar automobile

Andy Singer - Coll. Action graphique - L'échappée, 2007, 12 euros

Mêlant dessins, bandes dessinées, citations et textes corrosifs, Andy Singer, qui a réalisé des centaines de pages de comics pour diverses publications américaines et canadiennes, mais aussi pour le journal *La Décroissance* ou *Casseurs de Pub*, s'en prend ici à la société du tout automobile sous ses différentes formes. Corrosif et engagé.

www.ademe.fr www.precarite-energie.org

Les sites de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et du Réseau Rappel sont de véritables mines d'information sur les questions liées à la précarité énergétique. De nombreux rapports, revues, brochures et autres ouvrages y sont gratuitement téléchargeables.

Comment vivent les étudiants

Plusieurs associations et organismes s'inquiètent de la dégradation des conditions de vie des jeunes. Ils constatent que les inégalités au sein du système éducatif français, notamment à l'université, se creusent tandis que l'accès à la santé se réduit.

La sélection sociale persiste

La sixième édition de l'enquête Conditions de vie des étudiants, réalisée en 2010, par l'Observatoire national de la vie étudiante (OVE) nous permet de constater la grande diversité des profils composant le public étudiant en France. Les aspects majeurs de la vie varient considérablement selon les filières, et l'on voit que les écarts se creusent au sein de notre système éducatif. Certes, l'enseignement supérieur s'est généralisé en France depuis les années 1960, mais il subsiste une forme de sélection sociale qui nous indique que cette démocratisation n'a été que partielle. Ainsi, les enfants de cadres et de professions intellectuelles supérieures sont surreprésentés dans l'enseignement supérieur par rapport à leur proportion dans la population active, tandis que les enfants d'ouvriers et d'employés sont sous-représentés dans l'ensemble de l'enseignement supérieur. Les étudiants issus des milieux populaires ont tendance à aller vers des formations moins sélectives

qui leur donneront accès à des postes et des positions sociales moins favorables.

Certains dispositifs essaient de corriger ces inégalités, notamment les bourses sur critères sociaux, qui concernent environ 30% des étudiants. **Les étudiants qui disposent d'une bourse affichent un meilleur taux de réussite que les non boursiers, mais certains étudiants issus des classes moyennes – qui ne peuvent bénéficier de ces aides tout en disposant de ressources limitées –, se retrouvent pénalisés et réussissent moins bien.** Par ailleurs, les étudiants ont de plus en plus tendance à quitter le domicile parental, 60% d'entre eux vivant en

autonomie. Ceux-ci sont plus susceptibles de connaître des difficultés financières, et la part des étudiants qui sont obligés de travailler pour financer leurs études est passée de 40% dans les années 1990 à 50% actuellement.

D'autres inégalités demeurent. S'il est vrai que les filles représentent 56% de la population étudiante, elles sont minoritaires dans les formations d'ingénieurs, alors qu'elles sont majoritaires dans les programmes de formation d'infirmières, formation des maîtres, lettres et sciences sociales. Notons au passage que toutes ces inégalités ont des conséquences sur l'ensemble des conditions de vie, notamment le temps consacré aux études, l'accès au logement, les pratiques culturelles et la santé. Enfin, il est important de signaler que les étudiants français sont plus nombreux que leurs collègues européens à se déclarer « inquiets » face à l'avenir et, notamment, pour l'accès au marché de travail.



Ronan VOURC'H,
ingénieur de recherche à l'Observatoire de la vie étudiante *

EN DÉBAT

Un public pas vraiment favorisé

En publiant sa septième Enquête Santé, l'Union nationale des mutuelles étudiantes régionales (USEM) souhaite attirer l'attention des pouvoirs publics, et de la société en général, sur l'état de santé des étudiants, leur accès aux soins et leurs conduites à risques. Certains pourraient se poser des questions sur la pertinence d'une telle enquête auprès d'une population qu'on dépeint souvent comme étant pleine de vie et rayonnante. **Or, les étudiants ne sont pas aussi favorisés qu'on veut bien le croire. S'il est vrai que la plupart d'entre eux se déclarent « en bonne santé », cela ne doit pas nous faire oublier que celle-ci ne se définit pas seulement comme l'absence de maladie, mais comme un état de complet bien-être physique, mental et social.**

De ce point de vue, les jeunes sont exposés à des risques divers, et il est nécessaire de mettre en place des actions de prévention afin d'éviter qu'ils développent des maladies dont le traitement aurait

un coût beaucoup plus important pour eux et pour la société. Malheureusement, seuls 63% des étudiants vivant chez leurs parents consultent un médecin lorsqu'ils sont malades, et ce taux baisse à 55% chez ceux vivant en colocation ou en résidence universitaire. Les autres manifestent une attitude passive vis-à-vis de la maladie et attendent que cela passe, sans penser aux conséquences sur le long terme.

Par ailleurs, 20% des étudiants vivant en cité universitaire ou en colocation déclarent avoir renoncé aux soins pour des raisons financières, au cours des six derniers mois, et le taux est de 10% chez ceux vivant dans

leur famille. Seulement 80% des étudiants sont couverts par une mutuelle complémentaire, contre 93% de la population générale. Les 20% restant doivent se contenter des soins remboursés par la Sécurité sociale. Les principaux concernés sont les étudiants de la classe moyenne, qui ne disposent pas de ressources nécessaires pour se payer une mutuelle, mais qui ne sont pas « suffisamment » défavorisés pour bénéficier d'une protection complémentaire gratuite.

Plus d'un étudiant sur trois déclare avoir des difficultés à gérer son stress, un sur cinq déclare des consommations excessives d'alcool, plus d'un sur trois consomme des produits du tabac, tandis que la consommation de drogues, notamment le poppers, augmente depuis plusieurs années ; près de 9% déclare avoir subi des comportements de rejet (raciste, sexiste, homophobe), et le même pourcentage déclare avoir des pensées suicidaires... Il est urgent de s'attaquer à ces problèmes à l'échelle nationale.



Marie PORTAL,
coordinatrice nationale Promotion de la santé à l'USEM **

*www.ove-national.education.fr / **www.usem.fr



RÉAGISSEZ !

Pour continuer le débat, adressez vos courriers et vos réactions à Convergence.

Les propos des intervenants ont été recueillis par Dario Viana.

Nous prenons
votre confort
très au sérieux



variation

Fauteuils de relaxation
www.variationconfort.fr



> Allégro
existe en releveur



> Copernic
réglages morphologiques

SOLDES

DU 11 JANVIER 2012
AU 14 FEVRIER 2012*



* Les dates de soldes
peuvent être différentes
dans certains départements

zéro Gravité



> City
version base pivotante 360°



> Allégro
option cotés canés



> Bahamas
version releveur



> Copernic
zéro gravité



> Allégro
existe en releveur



Demandez votre
NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT
en renvoyant le coupon ci-contre sous pli
affranchi à : VARIATION - 71290 LOISY
ou en appelant au :

N° Vert 0 800 800 807

APPEL GRATUIT
DEPUIS UN
POSTE FIXE



CODE : C 01/12

VARIATION dans toute la France ...

Variation PARIS 75012 - 11 Av. Dr. Arnold Netter - Tél. : 01 43 42 90 00
Variation LYON 69003 - 52, Cours de la Liberté - Tél. : 04 78 60 00 66
Variation NANTES 44800 - Tél. : 02 40 46 50 00
Variation POITOU - CHARENTES - Tél. : 05 46 84 28 24
Variation BOURGOGNE - Tél. : 03 85 32 20 92

et aussi...

Variation BRETAGNE - PAYS DE LOIRE
Variation CENTRE EST - BOURGOGNE
Variation SUD OUEST
Variation CHAMPAGNE
Variation CENTRE
Variation ALPES DU NORD
Variation LANGUEDOC ROUSSILLON

Variation ILE DE FRANCE
Variation NORD - ARDENNES
Variation NORMANDIE
Variation ALSACE - LORRAINE
Variation VALLEE DU RHONE
Variation PACA

OUI, je souhaite recevoir GRATUITEMENT ET SANS ENGAGEMENT de ma part, le catalogue Variation

Nom Prénom

Adresse

Code Postal | | | | Ville

Téléphone | | | | | Date d'anniversaire | | | | | 19 | |

Conformément à la loi informatique et libertés n°78.17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant.

Privés de télé

DIVERSITÉ. Qui donne le plus souvent son avis à la télévision ? Les cadres supérieurs. Ils squattent 79 % des programmes, alors qu'ils ne représentent que 5 % de la population, indique le dernier « baromètre de la diversité à la télévision », publié par le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Les employés et les ouvriers (26 % de la population) occupent 7 % de la place dans le poste et les personnes sans activité (enfants, étudiants, chômeurs... soit 37 % de la population) n'en prennent que 5 %. Ces évaluations portent sur la fiction, les divertissements et l'information.

Conseil d'économiste

INÉGALITÉS. « Il faut accroître l'imposition des 1% les plus riches. » Ce conseil pour réduire les inégalités émane de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans son rapport publié en décembre 2011. L'institution, plutôt libérale habituellement, insiste sur la nécessité de maintenir les prestations sociales favorables à l'emploi ou à la famille à un niveau suffisant. La revalorisation limitée des minima sociaux, décidée par la France pour 2012, va à l'encontre de ces préconisations.

En savoir plus : www.oecd.org

TRIBUNE

« Lire dans le noir » s'est d'abord spécialisée dans l'enregistrement de livres récents. Aujourd'hui, l'association fait surtout un travail de promotion du livre lu, qui ne s'adresse pas seulement aux aveugles ou aux mal-voyants.



Aurélien KIEFFER,
présidente de l'association
Lire dans le noir

Lire dans le noir

a été créée par Aurélie Kieffer, journaliste à France Culture. Elle dispose du soutien, entre autres, de Radio France et compte une centaine d'adhérents.

Contact :

Maison de Radio France
116 avenue du Président-Kennedy
75220 Paris cedex 16
Tél. 01 56 40 57 62
liredanslenoir@radiofrance.com

À la redécouverte des œuvres avec le livre enregistré

Notre association est née d'une histoire personnelle. J'ai enregistré un livre que je venais de lire pour l'offrir à un ami, Julien Prunet, aveugle depuis l'âge de 7 ans. Il en a été d'autant plus touché qu'il était frustré du peu de livres lus disponibles sur le marché et de la qualité inégale des enregistrements. Et puis cet ami a disparu et nous avons créé Lire dans le noir en 2002. Nous avons d'abord enregistré des livres récents, lus par les auteurs eux-mêmes. Quelqu'un qui aime Christian Bobin, par exemple, sera ravi d'entendre sa voix, douce, proche de son style écrit. Les écrivains participent avec plaisir, car ils sont heureux de proposer leur livre à un public encore plus large. Nous sommes aussi très soucieux de la qualité de l'enregistrement, réalisé professionnellement. Et puis les grands éditeurs comme Gallimard, Albin Michel, Hachette et France Loisirs ont lancé leurs collections de livres enregistrés. Sans vraiment les faire connaître d'ailleurs. Contrairement aux États-Unis ou à l'Angleterre, en France, on considère encore le texte écrit comme sacré. L'audio-livre est vu comme un produit dérivé, annexe. Il ne représente que 2% du marché du livre, contre 10% Outre-Atlantique. Et puis là bas, des essais et des livres très récents sont enregistrés, pas seulement les classiques.

Nous avons changé de positionnement. Les grands éditeurs faisant le travail d'enregistrement, nous avons changé de positionnement. Nous n'avions pas, évidemment, vocation à les concurrencer ! Désormais, nous multiplions les actions qui permettent de mieux faire connaître l'intérêt du livre lu. Nous remettons chaque année un prix Lire dans le noir. Nous récompensons à la fois l'œuvre, le travail de lecture (la présence de plusieurs voix, de bruitages ou pas, etc.), la qualité technique. Nous organisons parfois des lectures dans le noir... L'appréciation d'une œuvre est tellement différente quand elle passe par l'audition. Nous participons à des colloques, des ateliers pour montrer tout le travail que représente l'enregistrement d'un livre. De nombreuses actualités liées à ce sujet figurent également sur notre site. Notre objectif est que le livre lu s'adresse à tout le monde, et pas seulement aux aveugles et aux mal-voyants. Un peu comme si on aménageait un trottoir pour les personnes handicapées qui profite également aux personnes âgées. Il reste encore beaucoup à faire pour que tous les livres enregistrés prennent réellement leur essor !

Propos recueillis par Anne Ulpat



Avec cette tribune proposée à des associations à but humanitaire se dessine un paysage de la solidarité en France et dans le monde.

← Bon à retourner au
Secours populaire français
9-11, rue Froissart
75140 Paris Cedex 03
CCP 23 33 S Paris

Si vous déménagez, envoyez à l'adresse ci-dessus votre dernière étiquette-adresse pour éviter toute interruption dans l'envoi de Convergence.

Convergence
Janvier 2012
Journal du SPF - 9, rue Froissart
75140 Paris Cedex 03.
Tél. 01 44 78 21 00.
Commission paritaire
n° 0214H84415. Issn 0293 3292.
Impression :
IPS Pacy
Photogravure : Panthro
Publicité : Mistral Média
Dépôt légal : janvier 2012.

Ce numéro a été tiré à 267 000 exemplaires.
Directeur de la publication :
Robert Olivier.
Comité de rédaction
Gilbert Avril,
Gisèle Bosquet,
Philippe Briand,
Camille Guérin,
Susana Henriquez,
Patrick Kamenka,
Pierre Kneubulher,

Julien Lauprêtre,
Thierry Mazabraud,
Ghislaine Povinha,
Hamid Rezaï,
Dany Saint-Amans,
Guy Scat.
Rédaction :
Laurent Urfer, rédacteur
en chef ; Olivier Vilain, rédacteur
Hélène Bury,
rédactrice graphiste ;
Révision : Régine Riva

JE M'ABONNE à Convergence

Je joins un chèque de

- 10 euros (abonnement simple)
- 23 euros (abonnement de soutien)
- autre somme

Nom

Prénom

Adresse

Ville

Code postal

La loi informatique et libertés du 6/1/78 vous permet d'exercer vos droits d'accès, de rectification et de suppression aux données personnelles vous concernant, en vous adressant au siège de notre association qui est la seule destinataire des informations que vous lui adressez.

CC0101

ZOOM

Artisan humaniste

Reporter, photographe industriel et photographe publicitaire, Jean Dieuzaide fut un passionné difficile à classer. À l'aise dans l'abstraction comme dans le portrait - il réalise un célèbre cliché de Salvador Dalí aux moustaches en marguerite en 1953 - le fondateur de la Galerie du Château d'eau est resté toute sa vie attaché à sa région et à Toulouse, sa capitale. C'est là qu'il gagne sa notoriété en photographiant la libération de la ville rose, le 19 août 1944, puis en réalisant à la volée le premier portrait officiel du Général De Gaulle.

L'œil exigeant

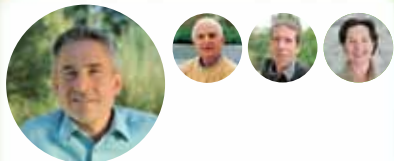
Ces premiers exploits de journaliste furent suivis de reportages pour des quotidiens locaux ou nationaux (il fut correspondant du *Parisien libéré*). Dans les années 1950, il voyage en Espagne, au Portugal, en Turquie... et publie chez Arthaud.

C'est en 1953 qu'il photographie cette gitane du Sacro Monte, un quartier de Grenade. Défenseur du noir et blanc auquel il prête des vertus poétiques et sensuelles, Jean Dieuzaide s'est toujours considéré comme un artisan : « L'esthétisme ne doit certes pas dissimuler le message mais le renforcer ! L'œil est gourmand et exigeant. »

Décédé en 2003, il fut aussi l'un des cofondateurs des Rencontres internationales de la photographie d'Arles. L'exposition Jean Dieuzaide, un homme d'images se tient du 9 février au 6 mai 2012 à la Maison de la photographie Robert-Doisneau, à Gentilly dans le Val-de-Marne (www.maison-de-la-photographie-robertdoisneau.fr). ■ Laurent Urfer



« Jean Dieuzaide,
un homme d'images »



Famille Mary
Depuis 1921

5 bonnes raisons de nous faire confiance...

Spécialiste de la Gelée Royale de père en fils

Au cœur de l'Anjou dans un moulin du XVI^{ème} siècle, depuis 3 générations, Famille Mary fort de ses 91 années d'expérience en apiculture, sélectionne les meilleures gélées royales, issues de l'agriculture biologique*.

Un trésor de la ruche

La Gelée Royale permet à la Reine de vivre 40 fois plus longtemps que ses filles ! A l'état pur, c'est un cocktail exceptionnel de nutriments, impossible à reproduire artificiellement.

Garantie Biologique certifiée

Issue de l'agriculture biologique, conditionnée en boîte isotherme dans notre laboratoire, sans additifs, sans colorants ni conservateurs. C'est votre garantie d'un produit pur de très haute qualité.

La qualité au meilleur prix

Spécialiste des produits de la ruche, grâce à 91 années d'expérience et notre connaissance du métier, vous bénéficiez de la meilleure qualité à des conditions tout à fait exceptionnelles.

Enchanté ou remboursé

Vous n'êtes pas totalement satisfait, nous vous remboursons sans discuter les flacons non débouchés que vous nous retournerez.

Bonne santé à vous.

Benoit Mary

Retrouvez Forme et Vitalité

Votre cure de Gelée Royale Bio
100% tonus à moitié prix

Port offert + 20 jours de cure gratuits

J'économise 56,60€

29,80€ seulement

au lieu de ~~85,40€~~

40 jours de cure dont 20 offerts

En répondant sous 10 jours

50% GRATUIT

2 achetés = 2 offerts
soit 2 flacons de 10 g en cadeau
valeur 29,80€⁽²⁾



2ème CADEAU

la crème vitalisante Bio à la gelée royale

valeur 29,90€

Prendre 1g par jour, le matin à jeun, laisser fondre sous la langue avec la palette doseuse. A conserver au réfrigérateur.

Retrouvez forme et vitalité

- ✓ à tout moment et à tout âge
- ✓ renforce les défenses naturelles
- ✓ augmente la vitalité, stimule le tonus et procure un effet sérénité

Analyse moyenne pour 100 g		
Vitamine B3	Vitamine B5	Phosphore
4,6 mg	3,9 mg	232 mg

3ème CADEAU

Coffret spécial fraîcheur

+ Colissimo 48H

(valeur 5,90€)

= Satisfaction garantie



Le secret d'une peau douce et d'un teint éclatant !
Pot de 30 ml.

Un seul cadeau par commande et par famille.



Un trésor de la ruche 100 % naturel

Sécrétée par les jeunes abeilles nourrices, la Gelée Royale transforme en quelques jours une larve anonyme en Reine qui vivra 4 à 5 ans, contre environ 45 jours pour ses soeurs ouvrières. Une fabuleuse mutation qui témoigne de l'extraordinaire potentiel vital de ce concentré naturel de minéraux, d'oligo-éléments et de vitamines, en particulier la vitamine B, source de tonus.

*Cosmétique écologique et biologique certifié par Ecocert Greenlife. (2) sur la base du prix unitaire du flacon de 10 g de Gelée Royale Bio. Photos non contractuelles. Pour votre sécurité et afin de conserver tous ses principes actifs, la gelée royale bio est congelée après récolte, afin de préserver sa fraîcheur et ses bienfaits. Elle est ensuite stockée entre +2° et +5° dans notre laboratoire, conditionnée pour votre sécurité, chaque flacon est méticuleusement fermé par un bouchon -garantie fraîcheur-. Cette gelée royale bio est sans additif, sans colorant ni conservateur.

BON D'ESSAI SANS ENGAGEMENT

A renvoyer avec votre règlement à : Sté Famille Mary - Beau Rivage - 49450 St-André-de-la-Marche

Oui, envoyez-moi vite mon CATALOGUE GRATUIT

DC/0112 M^{lle}

M^{me} M.

Prénom

N° Rue

Code Postal [] [] [] [] [] []

Ville

Date d'anniversaire [] [] [] 19 [] [] (Facultatif)

Téléphone [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Oui, je souhaite recevoir mon colis «FORME ET VITALITÉ»

Je profite d'une cure de 40 jours pour 29,80€ au lieu de 85,40€

soit 2 flacons de 10 g achetés + 2 offerts + ma Crème Vitalisante bio* + le coffret «Garantie Fraîcheur»

PORT OFFERT colissimo 48 H

Je choisis mon paiement

Je joins mon chèque à l'ordre de Famille Mary

Je règle par Carte Bancaire

[] []

EXPIRE A FIN [] [] [] []

Notez les 3 derniers chiffres du n° au verso de votre carte bancaire [] [] []

Signature _____

Votre code Avantage 328/0112

*sélection des meilleures Gélées Royales issues de l'agriculture biologique, importées après avoir été minutieusement contrôlées par analyses, mises en pots dans le laboratoire Famille Mary et certifiées par Ecocert France, FR-BIO-01.



Commandez plus vite :

Par téléphone : 02 41 55 35 79
Du lundi au vendredi de 8h à 12h00 et de 13h30 à 18h30 (Paiement par Carte Bancaire)
Donnez le Code : **328/0112**

Par internet : www.famillemary.fr
Rubrique «Votre offre courrier»
Tapez le code : **328/0112**

"24 boutiques en France" : la liste sur <http://www.famillemary.fr/boutique>

Expédition en France métropolitaine uniquement. Pour Dom Tom et Etranger, tarifs postaux en vigueur en sus et sur demande. Pour Etranger, paiement par carte bancaire uniquement. Conformément à la loi «Informatique et libertés» du 06/01/78 (art.27), vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Photos non contractuelles.RCS Angers B 300030574.SAS au capital de 220 000 €.